

# Libération

## Immigration

# La gauche paye ses fractures

**AFFAIRE  
LÉONARDA**

L'expulsion de la jeune Kosovare met en lumière les divisions au sein du PS et du gouvernement. Et leurs lacunes sur le dossier de l'intégration.

PAGES 2-5



**ÉDITORIAL**Par **ÉRIC DECOUTY****Vide**

Pour le Président et sa majorité, la séquence est dévastatrice. L'affaire Léonarda, attisée par une frange du bureau national du PS, amplifiée par les querelles gouvernementales et agitée dans la rue par les lycéens, a mis au jour les divisions profondes qui traversent la gauche sur la question de l'immigration. Car, plus que l'histoire de la jeune Kosovare et de sa famille – au dossier administratif accablant –, et plus que la guerre froide entre Jean-Marc Ayrault et Manuel Valls, c'est l'impensé socialiste devant un sujet de société majeur qui frappe aujourd'hui. Un vide illustré par la déclaration de François Hollande s'essayant à une nouvelle synthèse entre les humanistes et les chantres de la fermeté sur le seul cas de Léonarda et sans esquisser une politique migratoire. Certes, le chef de l'Etat a sanctuarisé l'école. Il a également conforté la ligne de son ministre de l'Intérieur. Mais l'application de la loi de la République, même avec humanité et cœur, ne peut suffire. Faute d'avoir élaboré une véritable réflexion, malgré dix ans d'opposition, la gauche de gouvernement restée enfermée dans le débat caricatural régularisation-expulsion. Ainsi, la question de la régularisation des enfants scolarisés et de leurs familles sans papiers reste entière, comme celle du statut de résident ou de l'accès à la nationalité des jeunes arrivés tôt en France. L'intégration, indispensable corollaire d'une ligne de fermeté, est absente jusque dans les propos, samedi, du chef de l'Etat. Ce sont des années de carence et de lâcheté politique que François Hollande paye aujourd'hui. Entre une droite tirée sur son extrême et une gauche radicalisée, le prix pourrait être élevé.

L'affaire Léonarda, qui divise les socialistes, révèle aussi leur manque de réflexion en matière de politique migratoire.

# Immigration: la gauche se désintègre

Par **LAURE BRETTON** et **FABRICE TASSEL**

«**S**e calmer», «gérer les contradictions», «éviter de s'emparer de ces problèmes pour se faire mousser médiatiquement»: après presque une semaine de divisions à ciel ouvert, ponctuée par un samedi irréel (*lire ci-contre*), le député Jean-Christophe Cambadélis a été l'un des très rares socialistes à revenir hier sur le pathétique épisode Léonarda. Avec des mots assez justes, tant l'émotion et les calculs politiques anti-Valls ont occulté deux des principaux enseignements de cette affaire: les fractures à gauche sur la question de l'immigration – au sein de la majorité et du PS, mais surtout

entre le gouvernement et la société civile (notamment les associations de défense des étrangers, viviers de militants) –; ainsi que, et c'est sans doute le plus grave, la panne de réflexion d'une grande partie des socialistes sur une thématique pourtant identitaire pour la gauche. Cruelle collision calendaire, la polémique Léonarda a débuté lors du bureau national du PS de mardi, pile le jour anniversaire de la «Marche des beurs» (15 octobre 1983), un événement pour lequel le PS... n'avait rien préparé.

**AMER.** La cacophonie socialiste sur le cas de la jeune Léonarda ressemble à un boomerang pour un parti qui n'a pas bossé les questions migratoires pendant sa décennie passée dans l'opposition.

«Dans mon souvenir, il n'y a pas eu une seule réunion sur l'immigration dans notre cycle Forum des idées avant la présidentielle», confirme Jean-Jacques Urvoas, député proche de Manuel Valls. A cette absence de réflexion s'est ajouté un immense fossé entre le PS, les autres composantes de la gauche et la plupart des associations de défense des étrangers: beaucoup de hiérarques socialistes ont gardé un souvenir amer du bras de fer qui avait amené Lionel Jospin à régulariser 80 000 sans-papiers en 1997 sous la pression des militants associatifs; chez ces derniers s'est installée la conviction que les leaders du PS avaient régularisé sans en être convaincus. Ce climat de défiance prospère depuis dix ans, sur fond de gestion par

Nicolas Sarkozy de l'immigration par le seul prisme comptable. «Un débat binaire expulsion-régularisation s'est imposé, or c'est ridicule d'enfermer un sujet aussi complexe sur cette opposition», se désole Pierre Henry, président de France Terre d'asile. C'est pourtant un des leviers de l'affaire Léonarda, où les conditions de l'éloignement l'ont emporté sur les raisons du rejet de son droit au séjour. Si la symbolique de l'environnement scolaire «violé» a joué à plein, l'expulsion a réveillé cette amertume de la fin des années 90, des voix s'élevant pour défendre l'idée d'une régularisation plus large que celle annoncée par Manuel Valls, environ 30 000 en 2013. A l'automne, déjà, des associations, comme Réseau Education

François Hollande, lors de son intervention, samedi à l'Élysée. PHOTOS AFP, REUTERS

**REPÈRES**

- **Mercredi 9 octobre** Expulsion vers le Kosovo de Léonarda Dibrani, de ses parents et de ses cinq frères et sœurs. Léonarda, 15 ans, a été interpellée alors qu'elle participait à une sortie scolaire.
- **Lundi 14** Le Réseau Education sans frontières (RESF) et les professeurs de l'établissement du Doubs où la jeune fille était scolarisée demandent «le retour immédiat des enfants en France pour leur sécurité». La classe politique se saisit de ce cas.
- **Mardi 15** Attaqué par de nombreux socialistes et la majorité de la gauche, Manuel Valls affirme appliquer «avec fermeté les décisions

d'éloignement tout en veillant scrupuleusement au respect des droits des étrangers».

- **Mercredi 16** Claude Bartolone, président PS de l'Assemblée nationale, évoque les «valeurs avec lesquelles la gauche ne saurait transiger sous peine de perdre son âme». Le ministre de l'Éducation nationale, Vincent Peillon, demande que l'on «sanctuarise l'école». Manuel Valls annonce une «enquête administrative» tout en assurant que le droit a été respecté. A l'Assemblée, le Premier ministre déclare que l'expulsion sera annulée si l'enquête révèle une «faute».

sans frontières, avaient souhaité que les critères de régularisation de la circulaire Valls du 28 novembre soient moins sévères pour les sans-papiers ayant des enfants à l'école: deux ans de scolarisation au lieu des trois exigés. C'était déjà pour cette raison que les opposants de gauche à Valls avaient ferraillé lors de sa nomination à l'Intérieur, demandant que l'immigration ne rentre pas dans ses attributions, par crainte d'une approche trop sécuritaire et chiffrée. Des fantômes que Léonarda a réveillés.

Mais tous les spécialistes le disent: les flux migratoires de clandestins sont globalement stables en France, sous la gauche comme sous la droite – hors régularisations exceptionnelles sous Mitterrand en 1981 ou Jospin en 1997. Même un Sarkozy se glorifiant d'expulser à tour de bras régularisait discrètement. A l'inverse, Valls, redoutant un procès en laxisme, se félicite de sa «fermeté» en matière d'expulsions alors que son bilan 2013 (environ 20 000 reconduites) sera plus faible qu'en 2012, et semblable à ceux des trois ou quatre années précédentes. Prendre l'immigration par le biais du binôme régularisations-expulsions, c'est donc sauter à pieds joints dans l'instrumentalisation politique, ce qu'a fait une partie du PS cette semaine, de façon un peu pavlovienne et datée.

Cette absence de travail sur l'immigration s'était aussi traduite dans la campagne présidentielle de Hollande – dont la seule promesse concernait les régularisations «*au cas par cas*», «*sur des critères clairs*». Et samedi le chef de l'Etat, dans une scène insensée, s'est retrouvée à se justifier sur un cas individuel sans développer le moindre discours sur l'immigration, sinon à l'associer seulement à «*la fermeté de la loi*» et à «*la sécurité*». Pas une fois il n'a prononcé le mot «*intégration*» – ou «*politique sociale de l'immigration*», tant on sait que les immi-

grés sont regroupés dans des quartiers abandonnés par l'Etat – et a brièvement évoqué le droit d'asile.

**REMISÉ.** Lancée début septembre, la réforme de l'asile ne sera pas mise en œuvre avant longtemps, puisque, comme l'importante réforme des titres de séjour (entre 160 000 et 180 000 étrangers viennent légalement s'installer en France chaque année), la première loi socialiste sur le sujet ne sera pas votée avant les municipales. Voire même pas en 2014. Le droit de vote des étrangers avait, lui, été remisé au début du quinquennat. Seuls les progrès en matière de naturalisation sont déjà notables: +14% en un an. Mais, faute d'avoir réfléchi à ces dossiers, il est plus facile de défendre Léonarda. ◆

François Hollande a semé le trouble en voulant calmer les esprits.

## L'intervention télé qu'il aurait fallu éviter

L'art de la synthèse, aussi subtil soit-il, ne fonctionne pas (ou très mal) quand il s'agit de s'attaquer aux grands principes. De droit ou de morale républicaine. C'est ce qu'a expérimenté François Hollande dans la foulée de son intervention télévisée de samedi matin. Hier, une fois digérée la passe d'armes, via les chaînes d'info continue, entre le chef de l'Etat et Léonarda, la collégienne de 15 ans d'origine kosovare, ils étaient nombreux dans la majorité à craindre que Hollande ne sorte «*très amoché de cette séquence*». «*C'est peut-être un tournant du quinquennat, pronostique même l'un d'eux. Tout cela va infuser lourdement dans l'opinion.*» Le contexte était sensible pour Hollande entre une cote de popularité à son plus bas historique et une critique lancinante sur son déficit d'autorité. Hier soir, un dirigeant du PS résumait le sentiment de résignation quasi général: «*Pourquoi une décision plutôt habile s'est-elle finalement révélée aussi calamiteuse pour lui?*»

**Entorse.** Ce samedi matin, quand il reçoit Jean-Marc Ayrault, Manuel Valls et Vincent Peillon, le chef de l'Etat a le choix entre deux solutions imparfaites. Au nom du droit, il peut confirmer l'expulsion de la

famille Dibrani, puisque l'enquête administrative n'a révélé aucune entorse à la législation (lire page 5). Au nom de la sanctuarisation de l'école, pilier de l'intégration républicaine, il peut aussi choisir de faire revenir la famille, à titre exceptionnel. Puisque le même rapport précise que les «*instructions mériteraient d'être précisées, de façon à proscrire plus explicitement toute intervention dans les espaces et le temps scolaires et périscolaires*». Mais Hollande imagine un impossible entre-deux: donner à Léonarda, et à elle

### ANALYSE

**«Pourquoi une décision plutôt habile s'est-elle révélée aussi calamiteuse pour [Hollande]?»**

#### Un dirigeant du PS

seule, la possibilité de revenir poursuivre sa scolarité en France. Ce qu'elle refusera en direct. «*S'il n'avait pas fait un geste à son égard, ce serait apparu contradictoire avec la décision de mieux sanctuariser l'école. Et, comme le retour de la famille était exclu, c'était la bonne solution*», défend Bernard Poignant, conseiller spécial de Hollande. Cette troisième voie n'a convaincu presque personne. A gauche, derrière la façade bienveillante de certains communiqués, ce fut au mieux le trouble. Le patron du PS,

Harlem Désir, souhaitant «*que tous les enfants de la famille de Léonarda puissent finir leurs études en France accompagnés de leur mère*», les écologistes dénonçant des propos présidentiels «*inhumains*». Et la droite s'en donnant à cœur joie.

**Piège.** Pourquoi Hollande qui, jusqu'à jeudi, était décidé à ne pas parler publiquement de cette affaire, a-t-il changé d'avis? Samedi matin, Valls et Ayrault semblent d'accord pour que le premier communique. Mais, depuis la veille, Hollande teste auprès de ses conseillers l'idée de s'exprimer à la télévision. Cela fait débat. «*Le Président était sensible à l'écho national de cette affaire et à la réaction des lycéens, justifie Poignant. Il a voulu clore le chapitre lui-même, car si cela avait été Jean-Marc Ayrault, la pression médiatique aurait probablement continué à monter.*» Politique et médiatique, le piège était complet. «*A être resté silencieux trop longtemps sur ces questions, il s'est senti obligé d'y aller, dit un poids lourd du PS. En y allant il savait qu'il allait se faire critiquer.*» Un leader de la majorité est plus catégorique: «*Ce n'est pas au président de la Ve République de se mettre dans la situation surréaliste de s'adresser à une jeune fille de 15 ans.*» C'est pourtant ce que les Français retiendront de cette séquence hallucinante.

GRÉGOIRE BISEAU



► **Jeudi 17** Depuis le Kosovo, le père de Léonarda déclare avoir menti aux autorités françaises sur les origines kosovares de sa famille pour augmenter ses chances d'obtenir l'asile en France. Des milliers de lycéens continuent de manifester.

► **Samedi 19** Le rapport de l'enquête administrative indique que l'expulsion a été «*conforme à la réglementation en vigueur*», mais que les forces de l'ordre «*n'ont pas fait preuve du discernement nécessaire*». François Hollande s'exprime brièvement à la télévision depuis l'Élysée.

**«Si elle en fait la demande, compte tenu des circonstances, et qu'elle veut poursuivre sa scolarité en France, un accueil lui sera réservé, et à elle seule.»**

**François Hollande**

samedi lors d'une courte intervention télévisée depuis l'Élysée

**«Je n'irai pas seule en France, je n'abandonnerai pas ma famille. Je ne suis pas la seule à devoir aller à l'école, il y a aussi mes frères et sœurs.»**

**Léonarda Dibrani**

repoussant samedi depuis Mitrovica, dans le nord du Kosovo, la proposition formulée par François Hollande



C'est au Palais-Bourbon que Jean-Marc Ayrault a promis un retour des Dibrani «s'il y a faute». PHOTO SÉBASTIEN CALVET



Manif pour le retour de Léonarda Dibrani et Khatchik Khachatryan, jeun...

L'affaire Léonarda a relancé les hostilités, latentes depuis plusieurs mois, entre le chef du gouvernement et son ministre de l'Intérieur.

# Ayrault et Valls renvoyés dans leurs discordes

À son arrivée en Martinique mercredi, Manuel Valls s'est un peu avancé. «Entre Jean-Marc Ayrault et moi, vous ne trouverez aucune différence», assure-t-il à sa descente de l'avion. «L'affaire Léonarda» commence à peine mais, entre le chef du gouvernement et le ministre de l'Intérieur, c'est déjà la guerre. Froide, qui vient de loin et qui va rejaillir sur François Hollande : samedi, contre toute attente, le chef de l'Etat apparaît sur tous les écrans pour tenter d'éteindre l'incendie qui a pris à gauche. «Ni Ayrault ni Valls ne pouvaient plus jouer le rôle de paratonnerre : si l'un parlait, cela consacrait la défaite de l'autre», décrypte un pilier de la majorité.

**Zénith.** Entre Ayrault et Valls – qui jouit et joue, comme Arnaud Montebourg l'avait fait l'hiver dernier, de son statut d'ex-candidat à la primaire, pour passer au-dessus du Premier ministre et ne traiter qu'avec le chef de l'Etat –, l'incompréhension est allée croissante ces derniers mois. Sur fond de popularité au zénith, le discours de Valls en Camargue mi-juillet a fait virer tous les signaux au rouge à Matignon. A partir de ce moment-là, «il est entendu qu'il ne faut plus laisser Valls seul sur ses sujets qui touchent à la sécurité et donc à l'autorité», explique alors un proche du Premier ministre. Vien-

dront ensuite les polémiques estivales sur la réforme de la politique pénale ou migratoire – déjà – lors du séminaire de rentrée du gouvernement. Deux grenades dégoûtées par la presse, qui se fait l'écho des vues de Valls. «Les fuites, on ne peut pas croire qu'elles viennent de Hollande, de Beauvau ou de Taubira», note un conseiller du ministre. Ne reste donc plus qu'une source possible pour les pro-Valls : Matignon ! Comme ces «regrets» que le ministre de l'Intérieur aurait fini par formuler après sa sortie sur l'intégration des Roms. Puisque personne ne les a entendus à la réunion de la majorité à Matignon, c'est qu'ils ont été exprimés pendant son

tête-à-tête avec le Premier ministre quelques heures plus tôt. Pour nombre de socialistes, Ayrault les a donc fait fuir en personne. Reste que, sur les questions d'intégration, le chef du gouvernement ne transige pas. «Il se souvient de qui il est, il a de vraies convictions et, en ça, il est représentatif de la base socialiste», analyse un ministre. Alors que Manuel Valls, lui, n'a jamais caché son grand dessein : faire évoluer le logiciel de sa famille politique. «Sur la sécurité, il pense que le travail est fait mais qu'il en reste pas mal sur l'immigration», confirme un de ses

conseillers. Des divergences de fond qui se nourrissent parfois de petites formes, comme quand la compagne violoniste du premier flic de France se flatte de faire un métier plus «glamour» que celui de «M<sup>me</sup> Ayrault, prof d'allemand dans une banlieue de Nantes». Ou quand Valls en personne balance que désormais «les gens considèrent qu'[il peut] être Premier ministre». «Manuel est chiant, convient un député PS acquis à sa cause. Il joue le transgres-

**«Manuel est chiant. Il joue le transgressif à répétition au lieu de gérer sa popularité en bon père de famille.»**

Un député PS pro-Valls

sif à répétition au lieu de gérer sa popularité en bon père de famille.» Ce qui se retournera un jour contre lui, aimerait croire une partie des socialistes. «Même le plus cynique des politiques a besoin un jour des électeurs et, quand tu te présentes avec un dossier socialiste, c'est de la gauche dont tu as besoin», fait valoir un parlementaire.

**Froideur.** L'affaire Léonarda, c'est aussi pour Ayrault l'occasion de catalyser toute l'indignation socialiste. Et, partant, de reprendre sa place de chef à la tête d'une majorité de plus en plus dispersée sur les questions économiques et

budgétaires – deux sujets dont Valls se tient sagement éloigné. Mercredi, alors que le ministre de l'Intérieur avance l'idée d'une enquête administrative sur l'arrestation de l'adolescente kosovare, c'est de Matignon que part le communiqué pour l'annoncer. «Le premier dysfonctionnement de toute l'histoire, il est là», estime un soutien du ministre. Dans l'hémicycle, Ayrault en rajoute une couche, promettant un retour de la famille Dibrani «s'il y a faute», braquant les projecteurs sur le futur rapport. Cette «émotion particulière» provoquée par l'affaire, «je l'entends et je la comprends», ajoute-t-il. Sous-entendu : lui entend la gauche, pas Valls. Ayrault embarque dans son sillage tout son gouvernement, ravi de cette prise de position politique face à la froideur juridique affichée par Valls. Au point que le ministre de l'Intérieur mettra sa démission dans la balance. «Ça a traversé son esprit, confirme un ami parlementaire. Dans cette affaire, à aucun moment le Premier ministre n'a été une voix de tempé- rance et d'apaisement. Il s'en est servi pour taper Valls.» Ce qui affole les vieilles troupes socialistes. «Dans ce gouvernement, chacun est là pour prendre son gain sondagier ou médiatique, déplore un député. Ce n'est pas à la hauteur.»

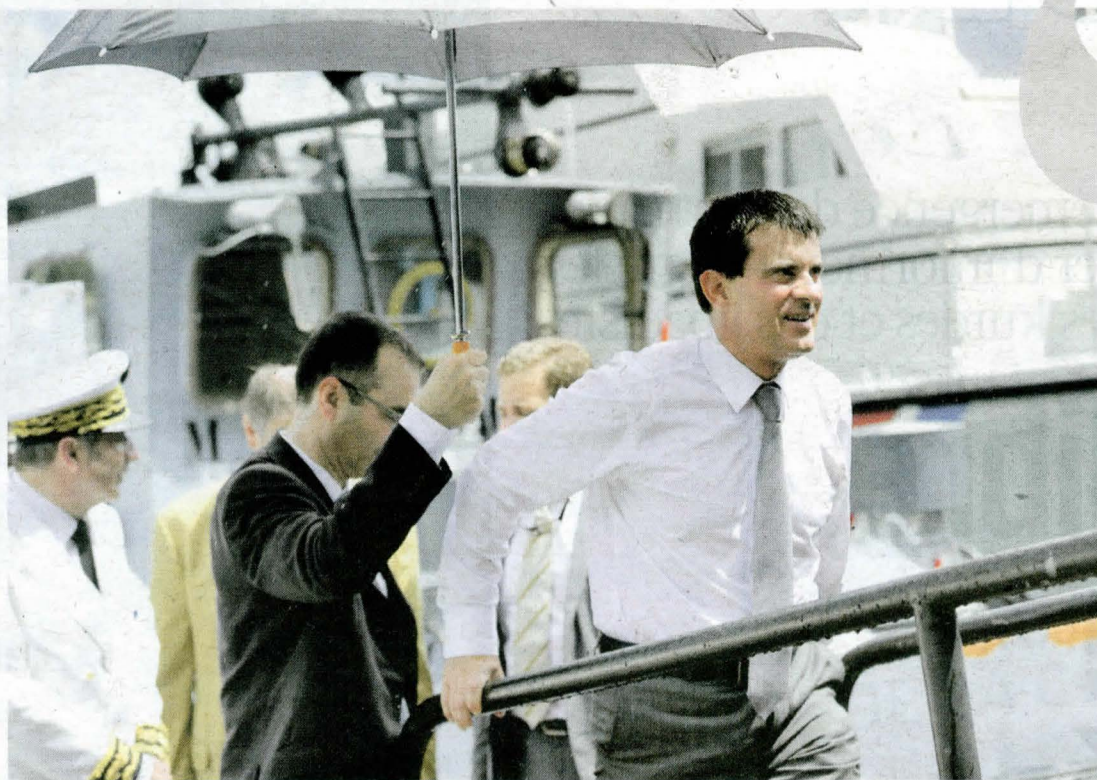
LAURE BRETTON

## UNE MANIF LYCÉENNE PRÉVUE À LA RENTRÉE

«On ne demande pas à une mineure de 15 ans de choisir entre son école et sa famille !», «François Hollande a apporté des non-réponses», «Il faut changer la loi !»... Les organisations lycéennes et étudiantes mobilisées contre l'expulsion de Léonarda vers le Kosovo et du lycéen Khatchik vers l'Arménie ont très mal accueilli la prise de position présidentielle et ont aussitôt lancé, samedi, un appel à manifester le 5 novembre, avec le risque que le mouvement ne reparte pas après deux semaines de vacances. Les lycéens de l'UNL et de la Fidl, ainsi que les étudiants de l'Unef – des organisations proches de la gauche –, estiment que le Président a répondu totalement à côté. «De nouvelles Léonarda et de nouveaux Khatchik pourront être arrêtés puis expulsés le matin avant les cours, le soir après les cours, et le week-end», résume la Fidl. Tous exigent «le retour immédiat» de Léonarda et de sa famille, et celui de Khatchik, Arménien de 19 ans, ainsi que «l'interdiction d'expulser» des jeunes en cours de formation. Les dirigeants politiques ont la hantise des mouvements lycéens, plus encore qu'étudiants, qu'ils jugent incontrôlables. Les organisations lycéennes, faiblement implantées, les prennent généralement en route pour les canaliser, encadrer des manifestations et articuler des revendications parfois confuses. En janvier 2009, Nicolas Sarkozy avait lui-même reculé devant les lycéens qui défilaient contre une réforme du secondaire. Mais, pour François Hollande, qui a fait de la jeunesse sa priorité, l'enjeu est plus important. Et le mouvement de ces derniers jours lui renvoie un signal inquiétant : celui de lycéens impatients de voir le changement. VÉRONIQUE SOULÉ



PHOTO JEAN-MICHEL SICOT



Manuel Valls, jeudi en Martinique. Le lendemain, il est rentré précipitamment à Paris. PHOTO MIGUEL MEDINA. AFP

## François Hollande vient de commettre une faute grave

Par ARNAUD DESPLECHIN  
Cinéaste

Un ministre aurait mis en balance son avenir politique et le destin d'une très jeune femme. Sans perdre une minute, un président de la République apparaît à la télévision pour annoncer ce qu'il présente comme un compromis, plaçant ainsi sur un même plan le plus intime et le plus public ! Mais quelle faute politique, et quelle indécence !

La France se portera-t-elle mieux ou moins bien si la jeune Léonarda Dibrani est expulsée ou non ? Comment ose-t-on mettre ainsi en balance une souffrance singulière et l'avenir d'un pays ? Ne voit-on pas ici la violence extrême qui est faite à Léonarda, après la violence policière ? Un pays tout entier accroché à l'expulsion d'une famille kosovare ? C'est obscène. Et voilà que les sondages pleuvent... Hélas, il faut appeler les choses par leur nom.

Cette confusion entre le registre public et le registre privé, cet affolement, cette démesure – c'est bien d'une lepnisation des esprits dont il faut parler. Je le redis : le destin d'une jeune femme et la vie d'une nation sont des objets incommensurables. Et c'est cette incommensurabilité qui est niée par l'intervention désastreuse de notre Président.

Je m'imagine, perdu dans un pays où je n'ai jamais vécu, attendant une simple réponse administrative, tremblant, quand je réalise soudain que tout un peuple se prend à se gratter le menton pour savoir si ma rentrée scolaire est souhaitable ou non. Une obscénité et une folie !

François Hollande vient de commettre une faute grave, et je ne saurai l'excuser. L'homme a paniqué imagine-t-on ; cette panique du plus haut représentant des institutions françaises devant la détresse humble de la jeune Léonarda est une indignité et une violence inédite. Soixante millions de Français contre une seule indésirable, c'est vertigineux. Je ne suis pas de ces 60 millions-là. Aucun homme raisonnable ne fait partie de ces 60 millions inventés par la peur et les sondages. Bien au contraire, cette folie vient restreindre mes libertés.

Et par un mouvement de balance étonnant, le retour de Léonarda et de sa famille en France est désormais la seule décision qui puisse amener un peu de mesure.

Voilà que les lycéens manifestent depuis quelques jours et nous rappellent à la raison. Sachons écouter notre jeunesse avec fierté. Je marcherai derrière eux, pour chacun d'entre nous. Donc pour Léonarda Dibrani.

Le rapport pointe seulement un manque de «discernement» des policiers.

## Pour l'enquête administrative, une arrestation au droit et à l'œil

La famille Dibrani tout entière a rejeté ce week-end la proposition faite par François Hollande à Léonarda. «Je n'irai pas seule en France, je n'abandonnerai pas ma famille. Je ne suis pas la seule à devoir aller à l'école, il y a aussi mes frères et mes sœurs», a déclaré l'ado de 15 ans samedi, depuis Mitrovica. Son père, Resat, 47 ans, a ajouté devant des pagailles de caméras et de micros que, «si [le retour] n'est pas possible gentiment, alors il se fera de force». Hier, alors qu'elle se promenait dans les rues de la ville, toute la famille a été agressée par des inconnus, et la mère a été transportée à l'hôpital après avoir été giflée...

Avant que l'affaire ne se transforme en scandale politique, l'arrestation de la famille en France le 9 octobre 2013 s'est déroulée dans un climat paradoxalement très calme. C'est ce que conclut le rapport de l'Inspection générale de l'administration (IGA) rendu public samedi et qui décortique les circonstances de l'expulsion de Léonarda et de sa famille. D'après ce document de 24 pages, le droit a été respecté. Seuls les policiers ont manqué de «discernement».

**Valises.** La planification de l'expulsion de la famille Dibrani débute le 7 octobre. Le père, Resat, arrêté à Mulhouse fin août alors que les recours déposés par la famille sont tous épuisés, doit prendre un avion pour le Kosovo le 8 octobre. Dans le Doubs, où réside sa femme, Gemilja, et ses six enfants, la préfecture prévoit également les mesures «d'éloignement» pour que la famille ne soit pas séparée. Une réunion est même organisée le 7 octobre pour préparer cette expulsion sensible en raison du nombre d'enfants mineurs. Le 9 octobre, à 6 h 30 du matin, les forces de l'ordre entrent chez les Dibrani qui ont préparé leurs valises. Mais Léonarda n'est pas là et, selon

sa famille, injoignable en raison d'un téléphone portable déchargé. C'est l'ex-maire de la ville de Levier (Doubs), Louis Philippe, qui arrive dans l'appartement des Dibrani avec une enveloppe de 1200 euros – pour aider la famille à rebondir – et des gâteaux pour les enfants, qui se propose de rejoindre Léonarda sur son portable. Il est alors 7 h 15. Cette dernière décroche immédiatement. Elle lui indique qu'elle se trouve dans un bus direction Sochaux, où elle participe à une journée découverte avec sa classe. Louis Philippe lui demande de lui passer son enseignante au téléphone. Celle-ci pense avoir à faire à l'actuel maire de la ville et lui répond «qu'il lui est impossible

**Une enseignante confiera aux enquêteurs «avoir trouvé les policiers très gentils et plutôt mal à l'aise».**

d'interrompre le trajet du bus, que les élèves sont sous sa responsabilité et qu'elle est mandatée pour en ramener le soir autant qu'elle en a emmené le matin». Le capitaine de gendarmerie prend le téléphone, et va réussir à la convaincre d'arrêter le bus et de s'assurer que la jeune fille «ne se sauve pas avant l'arrivée de la patrouille.» Les agents de la police aux frontières (PAF) présents ne trouvent rien à redire à la tournure que prennent les événements. Pas plus que le commissariat de Pontarlier, et le service de l'immigration et de l'intégration de la préfecture.

Pendant ce temps, le bus a été arrêté sur le parking d'un collège, et Léonarda en est descendu. Un professeur est avec elle, tandis qu'un autre répond aux questions des élèves. Vers 7 h 25, la voiture de la PAF arrive sur le parking, quelques minutes après celle

de Gérard Guinot, un membre du comité de soutien de la famille et qui se revendique de RESF. A la demande de l'enseignante qui est toujours avec Léonarda, les policiers acceptent de laisser partir le car scolaire avant que la jeune fille ne monte dans leur voiture. L'enseignante confiera d'ailleurs aux membres de l'IGA «avoir trouvé les policiers très gentils et plutôt mal à l'aise». La suite se déroule sans heurts. Léonarda est accompagnée chez elle, et toute la famille quitte Levier à 8 h 43.

**Hiérarchie.** La décision de renvoyer la famille Dibrani est conforme à la loi. Le rapport le confirme. Mais les policiers «n'ont pas fait preuve du discernement nécessaire», conclut l'enquête. Obnubilés par l'idée de regrouper la famille, ils n'ont pas compris qu'ils violaient le territoire de l'école. Les agents interrogés dans le cadre du rapport ont même indiqué qu'ils ne seraient jamais rentrés dans une école ou un collège... Leur hiérarchie, elle, a totalement été mise hors de cause. Et notamment le préfet du Doubs, Stéphane Fratacci, dont le nom n'est même pas cité et qui n'aurait été averti de l'arrestation qu'à 9 h 11, par un SMS du secrétaire général de la préfecture, en ces termes : «Départ famille Dibrani pour Lyon à 8 h 45.» Pourtant, le rapport note également que vers 7 h 20, alors que les forces de l'ordre décident d'aller chercher Léonarda, «le service de l'immigration et de l'intégration [SII, ndlr] de la préfecture est informé par la police qu'il manque des jeunes filles qui se trouvent dans un bus en partance pour Sochaux dans le cadre d'une visite scolaire. Il lui est précisé qu'une équipe est en route pour la prendre en charge. Le SII informe M. Mathurin, secrétaire général de la préfecture de Besançon.»

Leur hiérarchie, elle, a totalement été mise hors de cause. Et notamment le préfet du Doubs, Stéphane Fratacci, dont le nom n'est même pas cité et qui n'aurait été averti de l'arrestation qu'à 9 h 11, par un SMS du secrétaire général de la préfecture, en ces termes : «Départ famille Dibrani pour Lyon à 8 h 45.» Pourtant, le rapport note également que vers 7 h 20, alors que les forces de l'ordre décident d'aller chercher Léonarda, «le service de l'immigration et de l'intégration [SII, ndlr] de la préfecture est informé par la police qu'il manque des jeunes filles qui se trouvent dans un bus en partance pour Sochaux dans le cadre d'une visite scolaire. Il lui est précisé qu'une équipe est en route pour la prendre en charge. Le SII informe M. Mathurin, secrétaire général de la préfecture de Besançon.»

VIOLETTE LAZARD